Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(1^{er} avril 2012)

"La dette du Québec est-elle légitime ?"

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

"La dette du Québec est-elle légitime ?"

Texte inédit. Montréal : le 1^{er} avril 2012. Texte envoyé à *Économie Autrement*.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQÀM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 2 avril 2012 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 3 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Louis Gill

[économiste, retraité de l'UQÀM.]

"La dette du Québec est-elle légitime ?"

Texte inédit. Montréal : le 1^{er} avril 2012. Texte envoyé à *Économie Autrement*.

Louis Gill

"La dette du Québec est-elle légitime ?"

Texte inédit. Montréal : le 1^{er} avril 2012. Texte envoyé à *Économie Autrement*.

INTRODUCTION

La dette totale du gouvernement du Québec, désignée comme sa dette brute, était de 184 milliards de dollars (55 % du PIB) le 31 mars 2012, et la dette nette (dette brute diminuée des actifs financiers détenus par le gouvernement), de 171 milliards (51 % du PIB) ¹. Les deux composantes de cette dernière, la dette attribuée aux immobilisations et la dette attribuée aux déficits cumulés (communément désignées comme la « bonne dette » et la « mauvaise dette ») se chiffraient respectivement à 53 milliards (31 % du total) et 118 milliards (69 % du total) ².

Il s'agit bien de la dette « attribuée » à ces deux composantes dans les statistiques du gouvernement, en vertu des règles comptables qu'il utilise, et non de la dette qui en découle réellement. Il est important de faire cette distinction. Au cours des dernières années, le gouvernement et ses « experts » se sont appuyés sur ces statistiques pour soutenir que la majeure partie de la dette du Québec découle d'excès de dépenses courantes. En se référant aux statistiques du ministère des Finances, telles qu'elles étaient compilées jusqu'à la réforme comptable de 1997, on vérifie fa-

¹ Ministère des Finances du Québec, Budget 2012-2013. Plan budgétaire, sections D et J. Les actifs financiers consistent principalement dans les prêts et avances du gouvernement aux sociétés d'État. Il s'agit des actifs financiers bruts diminués des « autres passifs », comme les comptes à payer.

² Même source.

cilement que les proportions entre « bonne » et « mauvaise » dettes sont l'inverse de ce que soutient le gouvernement ³.

Les dépenses d'immobilisations étaient alors comptabilisées comme des dépenses courantes et les parts du déficit budgétaire provenant des dépenses d'immobilisations et des dépenses courantes au sens strict étaient clairement identifiées. À partir du dernier budget qui rend compte de cette répartition, celui de 1997-1998, on constate que le déficit cumulé découlant des deux types de dépenses se répartissait alors dans des proportions de 48 % pour les dépenses d'immobilisations et 52 % pour les dépenses courantes.

Le tableau qui suit reproduit les données de ce budget. Le déficit budgétaire cumulé de 65,8 milliards, de 1970-1971 à 1996-1997, est la somme des dépenses d'immobilisations cumulées de 31,6 milliards (48 % du total) et du solde cumulé des opérations courantes (revenus budgétaires moins dépenses courantes au sens strict) de 34,2 milliards (52 % du total).

³ Voir en particulier mon document *L'heure juste sur la dette du Québec*, juin 2010, disponible sur les sites internet du collectif *Économie autrement* et des *Classiques des sciences sociales*.

Parts des immobilisations, des dépenses courantes et du service de la dette dans le solde budgétaire - de 1970-1971 à 1996-1997 (les montants sont en millions de dollars)								
	A	B	C = A+B	D	E	F = A+E	G	H = C-G
Année	Revenus budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaires	Dépenses budgétaires Immobilisations.	Dépenses courantes	Solde des opération courantes	Service de la dette	Solde primaire
1970-1971	3 791	-3 935	-144	-461	-3 474	317	-197	53
1971-1972	4 423	-4 778	-355	-682	-4 096	327	-210	-145
1972-1973	4 935	-5 282	-347	-710	-4 572	363	-242	-105
1973-1974	5 643	-6 302	-659	-771	-5 531	112	-288	-371
1974-1975	7 126	-7 568	-442	-944	-6 624	502	-296	-146
1975-1976	8 210	-9 161	-951	-1 044	-8 117	93	-368	-583
1976-1977	9 510	-10 686	-1 176	-886	-9 800	-290	-456	-720
1977-1978	10 919	-11 623	-704	-910	-10 713	206	-606	-98
1978-1979	11 622	-13 121	-1 499	-1 011	-12 110	-488	-817	-682
1979-1980	13 021	-15 420	-2 399	-1 002	-14 418	-1 397	-970	-1 429
1980-1981	14 443	-17 925	-3 482	-1 004	-16 921	-2 478	-1 382	-2 100
1981-1982	17 717	-20 338	-2 621	-1 054	-19 284	-1 567	-1 950	-671
1982-1983	19 517	-21 980	-2 463	-1 191	-20 789	-1 272	-2 300	-163
1983-1984	21 597	-23 761	-2 164	-1 242	-22 519	-922	-2 511	347
1984-1985	22 023	-25 895	-3 872	-1 361	-24 534	-2 511	-3 012	-860
1985-1986	23 920	-27 394	-3 474	-1 358	-26 036	-2 116	-3 354	-120
1986-1987	25 298	-28 268	-2 970	-1 137	-27 131	-1 833	-3 556	586
1987-1988	28 047	-30 440	-2 393	-1 194	-29 246	-1 199	-3 675	1 282
1988-1989	29 682	-31 384	-1 702	-1 396	-29 988	-306	-3 736	2 034
1989-1990	30 981	-32 741	-1 760	-1 320	-31 421	-440	-4 081	2 321
1990-1991	32 972	-35 939	-2 967	-1 386	-34 553	-1 581	-4 437	1 470
1991-1992	34 429	-38 730	-4 301	-1 368	-37 362	-2 933	-4 666	365
1992-1993	35 406	-40 420	-5 014	-1 633	-38 787	-3 381	-4 756	-258
1993-1994	36 046	-40 967	-4 921	-1 523	-39 444	-3 398	-5 316	395
1994-1995	36 427	-42 248	-5 821	-1 703	-40 545	-4 118	-5 874	53
1995-1996	38 246	-42 196	-3 950	-1 756	-40 440	-2 194	-6 038	2 088
1996-1997	37 277	-40 522	-3 245	-1 535	-38 987	-1 710	-5 844	2 599
			-65 796	-31 582		-34 214	-70 938	5 142
Source : Budget 1997-1998. Discours sur le budget et renseignements supplémentaires, Annexe B, p. 18-20.								

Premier constat : Le déficit budgétaire cumulé de 65,8 milliards provient presque également de l'acquisition d'immobilisations (31,6 milliards) et du déficit des opérations courantes au sens strict (34,2 milliards).

Deuxième constat : Le solde primaire cumulé (solde budgétaire moins service de la dette) est légèrement positif (5,1 milliards), de sorte que le déficit budgétaire de 65,8 milliards est entièrement le résultat du service cumulé de la dette (70,9 milliards)

Troisième constat : Le service de la dette faisant partie des dépenses courantes, le solde des opérations courantes, déficitaire de 34,2 milliards, est excédentaire de 36,7 milliards si on exclut le service de la dette : $-34,2 + 70,9 = 36,7$

Le poids prépondérant du service de la dette dans le cumul des déficits budgétaires a été mis en évidence pour le Canada par Hideo Mimoto et Philip Cross de Statistique Canada (Observateur économique canadien, juin 1991) et par le Vérificateur général du Canada dans son Rapport de 1993.

Au cours des douze années suivantes, de 1997 à 2009, la dette du Québec a augmenté de 40 milliards de dollars. Mais, en raison de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* adoptée en 1996, qui interdit les déficits courants, seulement un milliard de dollars de cet accroissement a résulté de déficits budgétaires cumulés, après l'atteinte de l'équilibre en 1998-1999. Il s'ensuit logiquement que la répartition de la dette en « bonne dette » et « mauvaise dette » n'a pu que s'améliorer en faveur de la « bonne dette », à partir des proportions à peu près égales qui existaient en 1997. Et on peut démontrer qu'en date du 31 mars 2009, cette répartition était d'au moins 60 % en faveur de la « bonne dette » et d'au plus 40 % en faveur de la « mauvaise dette » ⁴.

Ce n'est qu'au cours de l'année 2009-2010, en raison de la crise économique et financière, que le gouvernement a connu un premier déficit budgétaire important, de 3,9 milliards (1,3 % du PIB), et que la dette découlant des déficits cumulés a augmenté. Pourtant, d'aucuns ne cessent d'affirmer que la dette actuelle attribuée aux déficits cumulés est le résultat de déficits budgétaires successifs réalisés année après année en raison d'excès de dépenses courantes.

Leur prétention est fondée sur les principes comptables introduits lors de la réforme de 1997. En vertu de ces principes, désignés comme les « principes comptables généralement reconnus » (PCGR), la répartition entre « bonne dette » et « mauvaise dette », qui était de 48 % - 52 % le 31 mars 1997, était modifiée de manière draconienne à 7 % - 93 % un an plus tard ⁵. Cette différence majeure s'explique par le fait que les 48 % de 1997 représentent le *solde non remboursé de la dette découlant des immobilisations*, alors que les 7 % de 1998 représentent le *solde non amorti de ces mêmes immobilisations* ⁶ à cette date, un concept purement comptable qui ne saurait prétendre représenter le solde non remboursé de la dette.

⁴ Louis Gill, « Dette du Québec : changements comptables et mythes tenaces », *Le Devoir*, 16 février 2010.

⁵ La dette attribuée aux immobilisations en 1997-1998 est de 6 milliards et la dette attribuée aux déficits cumulés, de 82,6 milliards (Plans budgétaires, diverses années).

⁶ Voir l'énoncé de cette méthode dans le *Plan budgétaire* de 2004-2005, section 5, p. 13. Le gouvernement a modifié cet énoncé par la suite et défini la dette attribuée aux déficits cumulés comme étant égale à la dette nette diminuée de la valeur comptable des « actifs non financiers », ce qui n'est qu'une désignation dif-

Au terme de la vie utile d'une infrastructure en effet (trente ans par exemple), celle-ci est entièrement amortie (son *solde non amorti* est nul), alors que le *solde non remboursé de la dette* contractée pour en faire l'acquisition est le plein montant de l'immobilisation si aucun remboursement n'a été effectué depuis son acquisition et que seuls les intérêts annuels ont été payés. La méthode comptable introduite en 1997 ne comptabilise dans les dépenses courantes que l'amortissement annuel des immobilisations. Elle fait passer dans la dépense de chacune des années de leur vie utile la fraction du coût d'amortissement qui leur correspond et fait simultanément passer dans la « mauvaise dette » une partie de la « bonne dette ».

Pour arriver au poids de 7 % attribué à la « bonne dette » pour 1998, on a procédé au calcul du *solde non amorti des immobilisations* acquises au cours des décennies précédentes. Comme ce solde était nul ou très faible pour la majeure partie de ces immobilisations acquises plusieurs années plus tôt, voire des décennies plus tôt, on est arrivé à ce montant qui est sans commune mesure avec le montant des emprunts qui ont été contractés pour les acquérir et qui n'ont pas été remboursés⁷. À la lumière de ces faits, il est clair que la majeure partie de la dette du gouvernement du Québec est une « bonne dette » et non le contraire.

Le poids dominant du service de la dette

Si nécessaire soit cette mise en évidence du poids majoritaire de la « bonne dette » dans la dette totale, l'aspect le plus frappant du tableau précédent est la prépondérance du service de la dette. De 1971 à 1997, le solde primaire cumulé (revenus budgétaires diminués des dépenses d'opérations et d'immobilisations) a été un surplus de 5,1 milliards de dollars. Mais, à cause d'un service de la dette cumulé de 70,9 milliards de dollars au cours de la même période, le solde budgétaire cumulé du gou-

férente de la même chose, puisque que cette valeur comptable est le solde non amorti des actifs matériels que sont les immobilisations. Voir le document intitulé *La dette du gouvernement du Québec*, publié par le ministère des Finances en mars 2010 et les Plans budgétaires subséquents.

⁷ Le gouvernement rembourse ses emprunts lorsqu'ils arrivent à échéance, mais il le fait en empruntant le même montant, de sorte que l'encours de la dette n'est pas modifié même s'il y a eu remboursement des emprunts échus.

vernement a été un déficit de 65,8 milliards de dollars, grossissant sa dette d'autant, dont le rapport au PIB est passé de 11 % en 1971 à 43 % en 1997 ⁸.

La « mauvaise dette » de 34,2 milliards mentionnée plus tôt résulte en fait d'un « bon surplus » d'opérations (revenus budgétaires moins dépenses d'opérations) de 36,7 milliards, qui se transforme en un déficit de 34,2 milliards par l'ajout d'un service de la dette de 70,9 milliards (36,7-70,9= -34,2).

En d'autres termes, la dette a augmenté, non pas parce que la société aurait vécu au-dessus de ses moyens comme on ne cesse de l'entendre, mais à cause de frais d'intérêt nettement supérieurs à un solde primaire excédentaire. Et l'importance de ces frais d'intérêt s'explique avant tout par des taux d'intérêt très élevés, qui ont oscillé entre 7 % et 12 % tout au long de cette période. Force est donc de s'interroger sur la légitimité de la dette contractée avant 1997-1998, dont l'origine est l'alimentation des marchés financiers ⁹.

Après l'adoption de la loi de 1996 interdisant les déficits des opérations courantes, les surplus des revenus budgétaires sur les dépenses d'opérations ont compensé le service de la dette, de sorte que l'augmentation de la dette a été essentiellement le résultat de dépenses d'immobilisations et de prêts et avances du gouvernement aux entreprises d'État, jusqu'au retour, en 2009-2010, des déficits des opérations courantes provoqués par la crise financière, tel que mentionné plus tôt. La dette contractée de 1997 à 2009, qui est essentiellement une « bonne dette », est-elle cependant plus légitime, le gouvernement s'étant privé des revenus nécessaires au financement de ses immobilisations et de ses prêts et avances par une fiscalité avantageant les entreprises et les mieux nantis ? La question mérite qu'on y réfléchisse.

Fin du texte

⁸ Ministère des Finances du Québec, Annexe statistique des plans budgétaires annuels.

⁹ Voir Louis Gill, « Les dettes souveraines et la domination des marchés financiers », dans Bernard Élie et Claude Vaillancourt (coordonnateurs) *Sortir de l'économie du désastre*, Montréal, M Éditeur, 2012.